

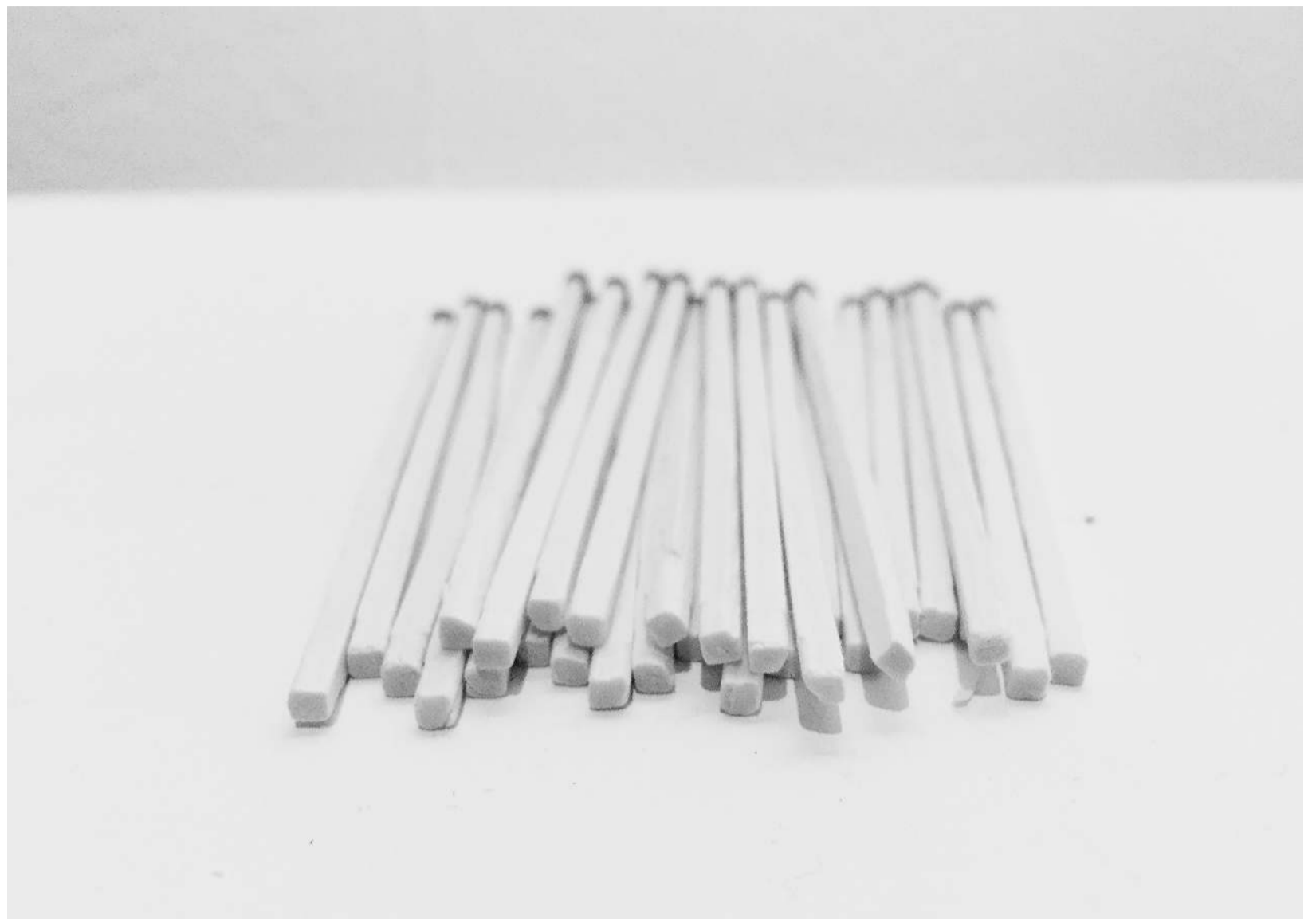
FESTIVAL ELECTRON

Il y a le feu au Commun!

Elles sont posées sur un socle, prêtes à l'emploi: au rez-de-chaussée du Commun, à Genève, l'installation *Light My Fire* (2008) comporte une poignée de longues allumettes, à frictionner sur un grand grattoir ad hoc. Il n'en faudra pas moins pour mettre le feu à la paroi, par le biais d'images projetées.

Proposée jusqu'à dimanche dans le cadre du festival Electron, la pièce a été imaginée par le studio expérimental genevois SIGMASIX, spécialisé dans la conception d'éclairages, les scénographies et autres muséographies. L'œuvre est complétée par une seconde installation un étage plus haut, cette fois conçue expressément pour les lieux et dotée d'un grand projecteur tournant à 360° – il diffuse ses images à travers une forêt de structures suspendues en plastique. Immersif, le tout est accompagné de sonorités, évidemment électroniques. SSG/TTH

Le Commun, 28 rue des Bains, Genève, jusqu'à dimanche, 11h-18h, www.electronfestival.ch



NOUS FERONS GRÈVE LE 14 JUIN!

Combattre toute forme de discriminations sur nos campus

Nous sommes des femmes*, militantes ou non, syndiquées ou non, employées ou étudiantes à l'université de Lausanne ou à l'EPFL et actives dans la préparation de la grève du 14 juin prochain.

Nous avons décidé, au mois de septembre dernier,

de donner vie à cette année féministe sur nos lieux d'étude et de travail, parce que c'est là que nous passons une grande partie de notre temps et que nous assistons quotidiennement à la production et à la reproduction des discriminations sexistes. Cette envie est née d'une réflexion collective, d'abord sur l'impact des lieux d'étude et de formation sur les parcours de vie des femmes* et plus largement sur le constat qu'au sein d'une institution comme l'université, un nombre important de personnes n'ont aujourd'hui toujours pas consciences de la réalité matérielle du sexisme dans tous les espaces de notre société.

Cela fait donc plusieurs mois que nous nous réunissons régulièrement, pour élaborer ensemble des axes de réflexion mais aussi des propositions d'action concrètes en vue de la journée du 14 juin, et même au-delà. D'abord relativement intimes, nos réunions ont grandi au fur et à mesure des mois, pour atteindre une composition d'environ 25 personnes aujourd'hui, représentatives de tous les corps universitaires (enseignant-e-s, étudiant-e-s, personnel administratif et technique...).

Après réflexion, nous avons également pris le parti d'ouvrir ces réunions aux hommes solidaires qui travaillent ou étudient à nos côtés. Le 14 juin, ils s'occuperont de l'accueil



**COLLECTIF
UNIL-EPFL POUR LA
GRÈVE FÉMINISTE¹**

des enfants, du service du repas de midi ou des nettoyeurs en fin de journée.

A quelques semaines de peine de la grève des femmes*, notre mobilisation prend de l'ampleur. A l'Unil, nous avons obtenu de la direction qu'elle renonce à tenir des examens à cette date et qu'elle libère tout son personnel pour que celui-ci puisse participer à la mobilisation sur le campus. Nous sommes en ce moment même en train de préparer un programme qui se déroulera tout au long de la journée sur le campus. A l'EPFL, différentes démarches sont en cours pour faire de la journée du 14 juin un jour pas comme les autres!

Si la date du 14 est bien entendu notre objectif principal, qui concentrera tous nos efforts pour les quelques semaines restantes, nous espérons cependant que notre travail collectif ne s'arrêtera pas là. Les différents échanges que nous avons pu partager ces derniers mois ont été riches pour tou-te-s! Ils ont finalement donné lieu à un Manifeste qui nous est propre et qui propose un certain nombre de mesures pour combattre plus activement encore le sexisme, mais également le racisme ou toute autre forme de discriminations sur nos campus.

Nous souhaitons que le 14 juin ne soit pas la fin, mais bien le début d'une mobilisation féministe nationale aussi sur les lieux d'étude et de formation!

¹ collectifunilepfl@gmail.com; www.facebook.com/collectifUnilEPFL/?modal=admin_todo_tour
En Romandie comme dans le reste de la Suisse, divers collectifs de femmes* se sont constitués pour organiser la grève du 14 juin. Retrouvez les échos de ces préparatifs en page Regards jusqu'en juin. Prochain rendez-vous le 16^e mai.

À VOTRE SANTÉ!

«Notre plus grave maladie, c'est la pauvreté!»

C'était le slogan inscrit sur le T-shirt d'un promoteur d'une communauté rurale du Chiapas au Mexique, réunie comme une dizaine d'autres communautés locales pour partager une formation sur la permaculture organisée par l'ONG Madre Tierra Mexico¹, soutenue par la Fédération genevoise de coopération (FGC), et à laquelle j'ai participé. Ces promoteurs, choisis par des organisations sociales locales qui ont souvent aidé les paysans à obtenir les terres qu'ils cultivent et à les défendre face à un Etat déficient et à des propriétaires terriens revanchards, sont ensuite chargés de multiplier les connaissances acquises dans leurs villages respectifs. C'est pour eux/elles une manière de poursuivre une formation qui d'ordinaire ne dépasse pas l'école primaire et d'acquiescer ainsi une fonction reconnue dans leur communauté.

Tout est fait, dans la formation, pour que chacun se saisisse non seulement des techniques à reproduire mais aussi d'une conscience sociale et d'une confiance en soi. Pas de cours ex cathedra, mais des échanges à partir de leur réalité, et la construction d'un savoir commun. On parle du droit de la «Terre-Mère», du danger des produits phytosanitaires, mais aussi du droit à la terre pour celui qui la travaille, de santé, de bien-être et de l'importance de se regrouper pour défendre ces droits humains... C'est donc une formation holistique qui cherche à donner à ces jeunes des outils pour aider leurs communautés (toutes formées de peuples indigènes) à sortir de la pauvreté. On



**BERNARD
BOREL***

parle aussi, bien sûr, des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs potagers communautaires, leurs petites piscicultures, leurs cultures de champignons ou leurs poulaillers qui font partie du programme de permaculture dans le degré d'acceptation de ces changements par les habitants de chaque village et l'on cherche des solutions entre tous les participants.

C'est un petit pas qui devrait permettre de diversifier un peu une alimentation souvent très carencée (rappelons que le Chiapas – notamment ses zones rurales – est l'Etat le plus pauvre du Mexique, avec une mortalité infantile qui dépasse encore 20%). Cela va de pair avec une amélioration de l'utilisation de l'eau et avec la promotion de construction de latrines sèches (le manque d'eau est chronique dans cette zone). Mais rien n'est possible sans la participation active de la communauté, qui reste responsable de son développement.

On essaie par ce biais de préserver la santé. Il faut dire que le système de santé de l'Etat ne parvient pas jusque-là, ce qui est pour le moins préoccupant au XXI^e siècle: quand on tombe malade, on s'en remet donc encore souvent à Dieu, par dépit plus que par conviction religieuse!

Ces paysans, malgré leur pauvreté, sont encore bien lotis par rapport à ceux que j'ai rencontrés dans une zone rurale proche de Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas. Là, quelque 70 familles se sont installées il y a six ans sur une terre dite nationale (sans propriétaire connu), avec le soutien d'une asso-

ciation paysanne le «Movimiento campesino regional independiente» (MOCRI-CNPA-EZ)², équivalent du Mouvement des sans-terre (MST) au Brésil. Chaque famille a un petit espace de 200 m² pour sa maison et 3 hectares pour cultiver de quoi survivre (essentiellement maïs et haricots rouges). Ils ont réussi à construire une petite école et n'aspirent qu'à vivre tranquillement, sans grandes revendications, alors qu'ils n'ont pas accès aux soins gratuits et que même les programmes dits verticaux du ministère ne leur sont pas destinés: aucun enfant n'est vacciné et il y n'a aucun contrôle de grossesse ou de la croissance des enfants!

Or, depuis deux mois, le gouverneur du Chiapas, pourtant du même parti que le président Obrador – qui avait affirmé dans sa campagne électorale en 2018 que les pauvres étaient sa priorité –, tend à criminaliser le MOCRI-CNPA-EZ et ses adhérents. Il a déjà expulsé de leurs terrains plus de 2000 familles et détruit onze écoles, laissant ces gens sans logement et leurs enfants déscolarisés. Depuis, un hélicoptère de la police qui survole très régulièrement les terrains de la communauté à dix mètres du sol entretient la peur.

Quel espoir leur reste-t-il, dans leur dénuement total? Quel mal font-ils? Comment cela est-il possible dans un Mexique qui regorge de richesses?

Et pourtant ces paysans luttent. Ils n'abandonneront pas leurs terres sans résistance, car c'est tout ce qu'ils ont.

* Pédiatre FMH et membre du comité E-Change, ONG suisse romande de coopération.
¹ Madretierramexico.org
² <https://es-la.facebook.com/MOCRI-CNPA-EZ-1604834732928578/>